



Juillet 2022
Bureau
Bamako

Revue de presse du Mali

15.07. – 30.07.2022

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à l'insécurité.

Contenu

- POLITIQUE Vs SECURITE
 - Faux mercenaires, vrais soldats
- ÉCONOMIE
 - Pourquoi la guerre en Ukraine fait tant de mal à l'Afrique?
- EDUCATION
 - Près de 3000 enfants en déperdition
 - Système scolaire déstabilisé

A LA UNE !

Faux mercenaires, vrais soldats

L'affaire des « 49 mercenaires ivoiriens » arrêtés dimanche dans la mi-journée, à l'aéroport de Bamako-Senou, aura suscité un formidable émoi sur la toile avant de se dégonfler, le lendemain lundi dans la soirée, comme un ballon de baudruche.

En fait de « mercenaires » venus « dans le dessein de briser la dynamique de la Refondation et de la sécurisation du Mali ainsi que le retour à l'ordre constitutionnel » pour emprunter la formule utilisée par le Colonel Abdoulaye Maïga, porte-parole du gouvernement malien, il ne s'agissait, si l'on fait foi à des documents attribués au ministre ivoirien de la Défense et diffusés sur les réseaux sociaux, que de soldats de l'armée de la Côte d'Ivoire envoyés pour prendre la relève de leurs collègues en fin de mission au sein de la MINUSMA.

Ils appartiennent aux Éléments Nationaux de Soutien (NSE en abréviation anglaise) qui sont des effectifs nationaux déployés par les pays contributeurs de troupes aux missions de paix de l'ONU.

La liste nominative des 49 soldats est jointe à la « Note Express » adressée par le ministre ivoirien de la Défense à son Chef d'Etat-major général des armées relative à l'opération de relève.

Des informations complémentaires indiquent qu'ils sont arrivés à l'aéroport Président Modibo Keita par le même avion qui avait rapatrié, quelques heures plus tôt, leurs frères d'armes.

La version officielle de la Côte d'Ivoire est confortée par un tweet d'Olivier Delgado, le porte-parole de la MINUSMA, selon lequel les NSE sont « une pratique communément appliquée dans les missions de maintien de la paix. « Et de préciser que » d'après (ses) informations, la relève du 10 juillet aurait été préalablement communiquée aux autorités nationales », entendez maliennes.

De deux choses l'une. Ou les autorités sécuritaires maliennes ont péché par un déficit de communication à l'interne ou elles sont de mauvaise foi en découvrant des « mercenaires » venus déstabiliser le Mali là où il n'y a que de braves militaires d'un pays voisin sur le pied d'accomplir leur devoir de solidarité vis-à-vis du nôtre dans le cadre d'une mission internationale de stabilisation et de protection des populations civiles.

Hélas ! La deuxième hypothèse est séduisante à cause de deux précédents. Le premier est le renvoi par Bamako, en janvier dernier, d'un contingent danois déployé en renfort à la task force Takuba » selon les procédures habituelles » jugées obsolètes au regard de l'édiction de nouvelles mesures sécuritaires consécutive à la rupture de l'alliance militaire avec la France au profit de la Russie.

Le second, plus proche du scénario ivoirien, est le refus opposé par le gouvernement malien, en juin écoulé, à l'arrivée sur son territoire d'un contingent de relève du Sénégal en rétorsion aux sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA qui frappaient le Mali et n'ont été levées que le 3 juillet.

On peut déduire de ces observations que les autorités de la transition malienne, qui ont étalé par ailleurs leur phobie sécuritaire à travers une multitude d'interpellations et de poursuites judiciaires pour « tentatives de déstabilisation des institutions de l'Etat, complot contre le gouvernement, propos diffamatoires et déstabilisants, tentative de coup d'Etat militaire » sans qu'elles aboutissent à des résultats probants, sont dans la logique de conduire à son terme leur nouvelle approche sécuritaire.

Laquelle n'exclut pas le retrait des forces africaines de la MINUSMA, une structure dont elles n'ont accepté le renouvellement pour une année supplémentaire, le 30 juin passé, du mandat qu'à leur corps défendant et au prix de moult réserves.

Cette orientation devrait aggraver l'isolement diplomatique et économique du Mali et l'empêcher de tirer un bénéfice substantiel de la levée partielle des sanctions communautaires. Elle pourrait même entraîner le pays vers une aventure autrement plus douloureuse.

* En post scriptum nous considérons comme une insulte au savoir-faire des FAMA et à l'intelligence des Maliens l'idée que 49 soldats ivoiriens, si braves soient-ils et fussent-ils équipés des armes et des munitions les plus meurtrières au monde, puissent débarquer en plein jour à l'aéroport Président Modibo Keita de Bamako-Senou avec l'intention d'opérer un coup d'Etat militaire comme le proclament certains écervelés. Au profit de qui, à supposer qu'ils réalisent cet exploit?

Saouti HAIDARA

Source: l'Indépendant

ÉCONOMIE

Pourquoi la guerre en Ukraine fait tant de mal à l'Afrique

Géographiquement éloigné de la guerre en Ukraine, le continent paie pourtant un lourd tribut. L'inflation et la crise alimentaire pourraient conduire à des troubles sociaux majeurs.

Sans répit, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a démultiplié les pénuries mondiales en désarticulant les circuits d'approvisionnement et les systèmes de prix qui permettent au marché de fonctionner.

Là encore, non seulement l'Afrique n'échappe pas aux conséquences, mais en plus, les effets qu'elle subit ont une puissance décuplée. L'embargo sur le pétrole russe et l'envolée des prix privent de nombreux pays africains de carburants dans le paradoxe le plus total.

Le Nigeria, pourtant premier producteur d'or noir en Afrique mais dépourvu d'infrastructures de raffinage, importe quasiment 90 % de son carburant. Le pays est débordé par une ruée impressionnante sur l'essence avec des files d'attente interminables.

Le Kenya paralysé par le manque d'essence a finalement opté pour le rationnement aux pompes ; des scènes de chaos ont été vues dans plusieurs capitales africaines autour de stations-services à sec.

Au Sénégal, à cause de la pénurie de kérosène provoquée par les problèmes de ravitaillement, les avions ont carrément été cloués au sol. Et ce n'est guère mieux quand il s'agit de se nourrir en 2022, à des milliers de kilomètres d'une zone de guerre.

Triple crise

Selon le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, 45 pays africains importent au moins un tiers de leur blé d'Ukraine ou de Russie, et d'après les données de l'ONU, 25 pays africains ont importé plus de 33 % de leur blé depuis l'Ukraine et la Russie en 2020, avec des taux à 100 % pour la Somalie et le Bénin ou 75 % pour le Soudan.

Dépendante de l'étranger pour ses denrées alimentaires, et important majoritairement d'Ukraine la moitié de ses besoins en blé, la Tunisie affronte une pénurie de produits alimentaires de base comme le riz, la semoule, le sucre et la farine.

L'Égypte, actuellement au bord de la crise alimentaire, possède moins de quatre mois de consommation nationale de stock de blé, dont 85 % de ses importations de blé viennent d'Ukraine et de Russie, et la Côte d'Ivoire, afin de contrer l'inflation alimentaire, a annoncé un contrôle des prix et des subventions sur une liste de produits de grande consommation.

Abstraction faite du volet sanitaire, l'Afrique toute entière expérimente tous les chocs mondiaux. Tous les voyants sont au rouge vif; le spectre de la « triple crise », endettement – inflation – alimentation, qui plane, pourrait conduire des États vers le gouffre et provoquer des troubles sociaux majeurs dans des régions déstabilisées par des conflits armés et des tensions politiques. Dans un contexte mondial à l'issue incertaine, les dépendances importantes révèlent cruellement les vulnérabilités et les défaillances structurelles du continent africain, dramatiquement fragilisé par sa surexposition aux conjonctures internationales.

Par **Serge Eric Menye**

Fondateur de Grassfields Ventures

EDUCATION

Système scolaire déstabilisé

En touchant le Mali à partir du 18 mars 2020, le coronavirus a déstabilisé tous les secteurs d'activité. Mais c'est le système éducatif qui semble en avoir le plus souffert avec la fermeture des portes dès l'apparition du premier cas de la maladie. Aujourd'hui encore, l'école se conjugue avec la Covid-19.

Cette cohabitation a consisté en la mise en place, par le ministère de l'Éducation, de nouvelles méthodes d'apprentissage des cours préparés et présentés à la radio, à la télé ou sur des plateformes numériques comme Zoom.

Certes, ces innovations sont destinées à contourner l'impact de la crise sanitaire. Mais en même temps, elles en excluent les enfants de familles démunies, laissant aussi en rade les élèves moyens qui traînaient déjà des difficultés d'assimilation.

Si les cours ont repris quelques mois plus tard, ce fut avec de nouvelles règles dites sanitaires : port du masque obligatoire, lavage de mains avec du gel hydro-alcoolique ou du savon, distanciation physique...

À l'époque, le gouvernement avait procédé à des distributions massives de masques et de kits de lavage de mains dans les écoles et dans de nombreuses structures publiques.

Des modules ont été conçus pour sensibiliser les enfants sur les ravages d'un nouveau virus à travers le monde entier. Et donc de les appeler à observer des comportements nouveaux qu'ils devaient intégrer et pratiquer pour se protéger et protéger les autres.

À cette situation déjà compliquée, est venue se greffer une crise sécuritaire de plus en plus incontrôlable à cause de la multiplication des attaques à Ségou et alentours. Cette insécurité a eu comme conséquence la fermeture de 74 écoles à Farako, situé à 20 kilomètres de la ville de Ségou, juste derrière le fleuve.

Près de 3000 enfants en déperdition

Pendant que d'autres s'attachent à régulariser la situation des enfants, certains parents tentent de tirer profit de cette situation en faisant travailler leurs enfants.

« J'ai dû contraindre mes deux derniers enfants à abandonner l'école faute de moyens. Les activités sont en arrêt depuis 2019. Je n'ai pas d'autre choix que de leur demander de me soutenir ces temps-ci. On arrive à peine à trouver de quoi se mettre sous la dent. Ma fille, je l'ai envoyée à Bamako pour travailler comme aide-ménagère. Le petit, lui sert comme manœuvre sur des chantiers », confie Moussa Kanè, les larmes aux yeux.

Pour ce vieux cultivateur, les enfants doivent se rendre utiles pour la famille.

Sur un autre niveau, Doumbia Brehima, conseiller d'orientation du CAP de Farako, logé dans un bureau dans l'enceinte de l'académie de Ségou depuis quelques temps.

« Dans la commune de Farako, il existait 102 écoles avant les fermetures. Aujourd'hui, ce sont uniquement les 28 écoles coraniques qui continuent de dispenser les cours. Toutes les 74 écoles classiques sont fermées depuis le 13 décembre 2019 », affirme notre interlocuteur.

L'administration scolaire de Farako chiffre à 10 000 le nombre d'enfants ainsi privés de cours. À la date du 4 mai 2022, 3 000 enfants ont été recensés et transférés dans d'autres écoles. Le reste est introuvable.

source: Mali Tribune

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programme / rédactrice
en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

<https://twitter.com/RegionalSahel>

www.facebook.com/profile.php?id=100078030371507

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de